



Gestion Associative de l'Action Socioculturelle du Personnel Auvergne – Rhône-Alpes (GAASPAR)

101 Cours Charlemagne - CS 20033
69269 LYON Cedex 02

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024





Mesdames,
Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 13 juin 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GAASPAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents, sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des d'exploitation. S'il conclut à lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

Villeurbanne,
Le 26 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
C.M.A – Mancuso et Associés
Joël MANCUSO



ANNEXE

Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	2 639 827	39	2 639 788	2 391 649
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	456 237		456 237	487 144
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 613 908		1 613 908	1 462 918
Charges constatées d'avance	635 450		635 450	837 173
Total II	5 345 421	39	5 345 382	5 178 884
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations (
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 345 421	39	5 345 382	5 178 884

Bilan Passif

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	151 725	151 725
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	151 725	151 725
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	295 793	295 793
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	295 793	295 793
Autres réserves		
Report à nouveau	1 048 119	1 120 177
Excédent ou déficit de l'exercice	28 700	-72 058
Situation nette (sous-total)	1 524 338	1 495 638
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	1 524 338	1 495 638
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires	683	441
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	683	441
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	325 503	400 083
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	602 799	595 179
Produits constatés d'avance	2 892 048	2 687 533
Total IV	3 821 043	3 683 247
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 345 382	5 178 884

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	3 166 796	3 031 009
Ventes de biens	3 166 796	3 031 009
Produits de tiers financeurs	5 400 000	5 400 000
Concours publics et subventions d'exploitation	5 400 000	5 400 000
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	12 578	4 478
Autres produits	181 268	182 792
Total I	8 770 641	8 628 279
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 488 752	6 353 395
Autres achats et charges externes	816 549	828 332
Aides financières	1 390 277	1 487 944
Salaires et traitements		1 636
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		39
Autres charges	56 501	51 864
Total II	8 752 079	8 731 210
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	18 562	-102 931
PRODUITS FINANCIERS		
Total III		
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	18 562	-102 931
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	10 774	31 606
Total V	10 774	31 606
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	636	733
Total VI	636	733
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	10 138	30 873
Total des produits (I + III + V)	8 781 415	8 659 885
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	8 752 715	8 731 943
EXCEDENT OU DEFICIT	28 700	-72 058
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	175 807	173 740
TOTAL	175 807	173 740
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite	175 807	173 740
TOTAL	175 807	173 740

Annexe



Description du modèle économique

OBJET SOCIAL

L'objet social de l'association est :

- De mettre en œuvre toutes actions à caractère social et activités culturelles, sportives et de loisirs en faveur des adhérents ;
- D'étendre entre tous ses adhérents des relations conviviales ;
- De mettre en place toutes actions susceptibles de favoriser la réalisation de l'objet social.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU DES MISSIONS SOCIALES REALISEES

L'association détermine les modalités, les montants, la nature et les conditions relatives aux diverses prestations et activités proposées à ses adhérents. Dans le cadre de son action, l'association veille, dans la mesure du possible, à privilégier les offres du territoire régional.

MOYENS MIS EN OEUVRE

L'association bénéficie annuellement d'une subvention allouée par la Région. En outre, la Région met à disposition 14 agents pour la totalité de leur temps de travail. L'association procède annuellement au remboursement des montants de rémunération et de charges sociales. En complément, l'association peut utiliser ponctuellement les services de stagiaires ou d'intérimaires. Des décharges d'activité de services sont accordées aux agents de la Région qui siègent au Conseil d'Administration de l'association. Enfin, la Région met gratuitement à disposition des locaux ainsi que les mobiliers et matériels permettant le fonctionnement des services de l'association et l'accueil des bénéficiaires.



Règles et méthodes comptables

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2014-03 applicable à l'exercice et arrêtés le 07/06/2021 par l'organe compétent.

En plus du règlement ANC N°2014-03, Les comptes ont été arrêtés en respectant les adaptations sectorielles spécifiques conformément au référentiel ANC N°2018-06.

Le règlement ANC N°2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais associés).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHANGEMENTS DE METHODES

Aucun changement dans les méthodes de présentation et d'évaluation des comptes n'est survenu au cours de l'exercice



Faits caractéristiques

NEANT



Notes sur le bilan

Tableau des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- logiciels				
Immobilisations incorporelles				
- Installations générales agencements				
- Installations techniques matériel et outillage				
- Installations générales et agencements				
- Matériel de transport				
Immobilisations corporelles				
- Participations				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE				

Actifs inaliénables : NA

Donations temporaires d'usufruit : NA



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilations des augmentations <ul style="list-style-type: none">- Virements de poste à poste- Virement de l'actif circulant- Acquisitions- Apports		NEANT		
Ventilation des diminutions <ul style="list-style-type: none">- Virements de poste à poste- Virement vers l'actif circulant- Cessions- Scissions- Remboursement des prêts				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- logiciels Immobilisations incorporelles <ul style="list-style-type: none">- Installations générales agencements- Installations techniques matériel et outillage- Installations générales et agencements- Matériel de transport		NEANT		
Immobilisations corporelles <ul style="list-style-type: none">- Participations- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE				



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 731 714 euros et se ventile globalement de la façon suivante.

	Montant Brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
- Créances rattachées à des participations			
- Prêts			
- Autres			
Créances de l'actif circulant			
- Créances usagers et comptes rattachés	2 639 827	2 639 827	
- Autres	456 237	456 237	
- Charges constatées d'avance	635 450	635 450	
TOTAL	3 731 714	3 731 714	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts remboursés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Le détail de la rubrique des produits à recevoir est le suivant :

	31/12/2024
- Créances rattachées à des participations	
- Prêts	
- Autres créances	
Total des produits à recevoir	

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
- Voyages, évènementiel, loisirs et détente	373 458		
- Licence et hotline/ logiciel de gestion- comptabilité	261 427		
- Autres charges externes	564		
Total des charges constatées d'avance	635 450		



Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds propres non APG

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	151 725				151 725
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	295 794				295 794
Report à nouveau	1 120 177	- 72 058			1 048 119
Excédent ou déficit de l'exercice	- 72 058	72 058	28 700		28 700
Situation nette	1 495 637				1 524 538
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 495 638		28 700		1 524 538

Titres participatifs

NEANT



Notes sur le bilan

Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont rembours ements		Montant global	Dont fonds dédiés corresp ondant à des projets sans dépens e au cours des deux derniers exercic es
Subvention s d'exploitati on (1)							
Contributio ns financières d'autres organismes (1)							
Ressource s liées à la générosité du public (1)							
TOTAL							

(1) Les lignes sont à ventiler par projet

Identification des fonds reportés	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Fonds reportés n°1				
Fonds reportés n°2				
Fonds reportés n°3				
Total				



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 821 043 euros et se ventile globalement de la façon suivante.

	Montant Brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à moins de 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 1 an au maximum à l'origine	693	693		
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	325 503	325 503		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	602 799	602 799		
Produits constatés d'avance	2 892 048	2 892 048		
TOTAL	3 821 043	3 821 043		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Charges à payer

Le détail de la rubrique des charges à payer est le suivant :

	Montant 31/12/2024
- Frais de banque à payer	693
- Fournisseurs factures non parvenues	16 589
- Divers charges à payer	600 598
Total des charges à payer	617 880

Produits constatés d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
- Voyages, événementiel, loisirs et détente Reportés sur l'année suivante	2 892 048		
Total des charges constatées d'avance	2 892 048		



Notes sur le compte de résultat

Rémunération des commissaires aux comptes : 12 902 €

Subventions d'exploitation

Nature \ financeurs	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics			5 400 000			5 400 000
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
Total			5 400 000			5 400 000

Résultat exceptionnel

+ 10 774 €

- Remboursement CESU non consommés de N-1 + 9 413 €
- Remboursements Trpo perçu BRS N-1 + 30 €
- Indemnisation par La Poste de vols de chèques vacances + 1 224 €
de l'exercice
- Régularisations diverses (Produits) + 57 €
- Régularisations diverses (Charges) - 636 €



Autres informations

Contributions volontaires en nature

Nature des contributions en nature	Description de la contribution volontaire en nature	Modalités de recensement de la CVN	Modalités de quantification de la CVN	Valorisation de la CVN
Contribution en travail				
Contribution en bien				
Contribution en service	Cf ci-dessous			175 807

Mises à disposition gratuite de biens

Descriptif et valorisation

- Mise à disposition des locaux et charges afférentes : 113 674 €
- Consommation de fournitures de bureau, et consommables informatiques : 799 €
- Coût des affranchissements : 7 349 €
- Frais d'enveloppes papier : 397 €
- Mise à disposition des matériels informatiques 50 827 €
- Mise à disposition des aménagements et mobilier de bureau : 2 761 €

Ces contributions volontaires sont portées au pied du compte de résultat pour 175 807 €. Par ailleurs, le coût des agents de la Région Auvergne Rhône Alpes, mis à disposition de l'Association GAASPAR, est intégré dans la subvention de fonctionnement. Ce personnel est reversé par l'intermédiaire d'une facturation annuelle de la Région à GAASPAR pour un montant de 599 655 €.

Engagements de retraite

NEANT

Rémunérations des dirigeants

Tous les dirigeants exercent bénévolement leurs fonctions. En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024.

Effectifs : 14 agents représentant 12 équivalents temps plein.



**Gestion Associative de l'Action Socioculturelle du
Personnel Auvergne – Rhône-Alpes (GAASPAR)**

101 Cours Charlemagne - CS 20033
69269 LYON Cedex 02

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024





Mesdames,
Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 13 juin 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GAASPAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents, sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des d'exploitation. S'il conclut à lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

Villeurbanne,
Le 26 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
C.M.A – Mancuso et Associés
Joël MANCUSO



ANNEXE

Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	2 639 827	39	2 639 788	2 391 649
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	456 237		456 237	487 144
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 613 908		1 613 908	1 462 918
Charges constatées d'avance	635 450		635 450	837 173
Total II	5 345 421	39	5 345 382	5 178 884
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations (
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 345 421	39	5 345 382	5 178 884

Bilan Passif

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	151 725	151 725
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	151 725	151 725
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	295 793	295 793
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	295 793	295 793
Autres réserves		
Report à nouveau	1 048 119	1 120 177
Excédent ou déficit de l'exercice	28 700	-72 058
Situation nette (sous-total)	1 524 338	1 495 638
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	1 524 338	1 495 638
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires	683	441
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	683	441
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	325 503	400 083
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	602 799	595 179
Produits constatés d'avance	2 892 048	2 687 533
Total IV	3 821 043	3 683 247
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 345 382	5 178 884

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	3 166 796	3 031 009
Ventes de biens	3 166 796	3 031 009
Produits de tiers financeurs	5 400 000	5 400 000
Concours publics et subventions d'exploitation	5 400 000	5 400 000
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	12 578	4 478
Autres produits	181 268	182 792
Total I	8 770 641	8 628 279
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 488 752	6 353 395
Autres achats et charges externes	816 549	828 332
Aides financières	1 390 277	1 487 944
Salaires et traitements		1 636
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		39
Autres charges	56 501	51 864
Total II	8 752 079	8 731 210
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	18 562	-102 931
PRODUITS FINANCIERS		
Total III		
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	18 562	-102 931
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	10 774	31 606
Total V	10 774	31 606
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	636	733
Total VI	636	733
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	10 138	30 873
Total des produits (I + III + V)	8 781 415	8 659 885
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	8 752 715	8 731 943
EXCEDENT OU DEFICIT	28 700	-72 058
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	175 807	173 740
TOTAL	175 807	173 740
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite	175 807	173 740
TOTAL	175 807	173 740

Annexe



Description du modèle économique

OBJET SOCIAL

L'objet social de l'association est :

- De mettre en œuvre toutes actions à caractère social et activités culturelles, sportives et de loisirs en faveur des adhérents ;
- D'étendre entre tous ses adhérents des relations conviviales ;
- De mettre en place toutes actions susceptibles de favoriser la réalisation de l'objet social.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU DES MISSIONS SOCIALES REALISEES

L'association détermine les modalités, les montants, la nature et les conditions relatives aux diverses prestations et activités proposées à ses adhérents. Dans le cadre de son action, l'association veille, dans la mesure du possible, à privilégier les offres du territoire régional.

MOYENS MIS EN OEUVRE

L'association bénéficie annuellement d'une subvention allouée par la Région. En outre, la Région met à disposition 14 agents pour la totalité de leur temps de travail. L'association procède annuellement au remboursement des montants de rémunération et de charges sociales. En complément, l'association peut utiliser ponctuellement les services de stagiaires ou d'intérimaires. Des décharges d'activité de services sont accordées aux agents de la Région qui siègent au Conseil d'Administration de l'association. Enfin, la Région met gratuitement à disposition des locaux ainsi que les mobiliers et matériels permettant le fonctionnement des services de l'association et l'accueil des bénéficiaires.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2014-03 applicable à l'exercice et arrêtés le 07/06/2021 par l'organe compétent.

En plus du règlement ANC N°2014-03, Les comptes ont été arrêtés en respectant les adaptations sectorielles spécifiques conformément au référentiel ANC N°2018-06.

Le règlement ANC N°2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais associés).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHANGEMENTS DE METHODES

Aucun changement dans les méthodes de présentation et d'évaluation des comptes n'est survenu au cours de l'exercice



Faits caractéristiques

NEANT



Notes sur le bilan

Tableau des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- logiciels				
Immobilisations incorporelles				
- Installations générales agencements				
- Installations techniques matériel et outillage				
- Installations générales et agencements				
- Matériel de transport				
Immobilisations corporelles				
- Participations				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE				

Actifs inaliénables : NA

Donations temporaires d'usufruit : NA



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilations des augmentations - Virements de poste à poste - Virement de l'actif circulant - Acquisitions - Apports Ventilation des diminutions - Virements de poste à poste - Virement vers l'actif circulant - Cessions - Scissions - Remboursement des prêts		NEANT		

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- logiciels Immobilisations incorporelles - Installations générales agencements - Installations techniques matériel et outillage - Installations générales et agencements - Matériel de transport Immobilisations corporelles - Participations - Prêts et autres immobilisations financières Immobilisations financières		NEANT		
ACTIF IMMOBILISE				



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 731 714 euros et se ventile globalement de la façon suivante.

	Montant Brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
- Créances rattachées à des participations			
- Prêts			
- Autres			
Créances de l'actif circulant			
- Créances usagers et comptes rattachés	2 639 827	2 639 827	
- Autres	456 237	456 237	
- Charges constatées d'avance	635 450	635 450	
TOTAL	3 731 714	3 731 714	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts remboursés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Le détail de la rubrique des produits à recevoir est le suivant :

	31/12/2024
- Créances rattachées à des participations	
- Prêts	
- Autres créances	
Total des produits à recevoir	

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
- Voyages, évènementiel, loisirs et détente	373 458		
- Licence et hotline/ logiciel de gestion- comptabilité	261 427		
- Autres charges externes	564		
Total des charges constatées d'avance	635 450		



Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds propres non APG

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	151 725				151 725
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	295 794				295 794
Report à nouveau	1 120 177	- 72 058			1 048 119
Excédent ou déficit de l'exercice	- 72 058	72 058	28 700		28 700
Situation nette	1 495 637				1 524 538
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 495 638		28 700		1 524 538

Titres participatifs

NEANT



Notes sur le bilan

Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont rembours ements		Montant global	Dont fonds dédiés corresp ondant à des projets sans dépens e au cours des deux derniers exercic es
Subvention s d'exploitati on (1)							
Contributio ns financières d'autres organismes (1)							
Ressource s liées à la générosité du public (1)							
TOTAL							

(1) Les lignes sont à ventiler par projet

Identification des fonds reportés	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Fonds reportés n°1				
Fonds reportés n°2				
Fonds reportés n°3				
Total				



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 821 043 euros et se ventile globalement de la façon suivante.

	Montant Brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à moins de 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 1 an au maximum à l'origine	693	693		
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	325 503	325 503		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	602 799	602 799		
Produits constatés d'avance	2 892 048	2 892 048		
TOTAL	3 821 043	3 821 043		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Charges à payer

Le détail de la rubrique des charges à payer est le suivant :

	Montant 31/12/2024
- Frais de banque à payer	693
- Fournisseurs factures non parvenues	16 589
- Divers charges à payer	600 598
Total des charges à payer	617 880

Produits constatés d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
- Voyages, événementiel, loisirs et détente Reportés sur l'année suivante	2 892 048		
Total des charges constatées d'avance	2 892 048		



Notes sur le compte de résultat

Rémunération des commissaires aux comptes : 12 902 €

Subventions d'exploitation

Nature \ financeurs	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics			5 400 000			5 400 000
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
Total			5 400 000			5 400 000

Résultat exceptionnel

+ 10 774 €

- Remboursement CESU non consommés de N-1 + 9 413 €
- Remboursements Trpo perçu BRS N-1 + 30 €
- Indemnisation par La Poste de vols de chèques vacances de l'exercice + 1 224 €
- Régularisations diverses (Produits) + 57 €
- Régularisations diverses (Charges) - 636 €



Autres informations

Contributions volontaires en nature

Nature des contributions en nature	Description de la contribution volontaire en nature	Modalités de recensement de la CVN	Modalités de quantification de la CVN	Valorisation de la CVN
Contribution en travail				
Contribution en bien				
Contribution en service	Cf ci-dessous			175 807

Mises à disposition gratuite de biens

Descriptif et valorisation

- Mise à disposition des locaux et charges afférentes : 113 674 €
- Consommation de fournitures de bureau, et consommables informatiques : 799 €
- Coût des affranchissements : 7 349 €
- Frais d'enveloppes papier : 397 €
- Mise à disposition des matériels informatiques 50 827 €
- Mise à disposition des aménagements et mobilier de bureau : 2 761 €

Ces contributions volontaires sont portées au pied du compte de résultat pour 175 807 €. Par ailleurs, le coût des agents de la Région Auvergne Rhône Alpes, mis à disposition de l'Association GAASPAR, est intégré dans la subvention de fonctionnement. Ce personnel est reversé par l'intermédiaire d'une facturation annuelle de la Région à GAASPAR pour un montant de 599 655 €.

Engagements de retraite

NEANT

Rémunérations des dirigeants

Tous les dirigeants exercent bénévolement leurs fonctions. En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024.

Effectifs : 14 agents représentant 12 équivalents temps plein.